

Notes de lecture 16

septembre 2013

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

Du village à la ville

Comment les migrants changent le monde

Doug Saunders

(Seuil, octobre 2012, 440 pages, 23 €)

(notes de lecture de J-P Allétru)

Nous connaissons le changement climatique et la transition écologique, ce sont des moments charnières dans l'histoire de l'humanité, et il se trouve qu'ils se passent à l'époque où nous vivons.

Doug Saunders, journaliste canadien, attire notre attention sur une autre transition contemporaine : la dernière migration des populations rurales vers les villes (qui a elle-même comme corollaire la transition démographique : on passe « de la famille nombreuse des campagnes à la petite famille des villes »). Son enquête le conduit d'hier à aujourd'hui, de l'Inde au Brésil, de la Chine au Kenya, de Chicago à Paris ou à Londres, et nous amène à changer notre regard vers ces migrants : « ce serait aller trop vite que de décrire les habitants de ces endroits souvent très pauvres, violents et surpeuplés comme les nouveaux “damnés de la terre”, les laissés-pour-compte de la mondialisation ». Au contraire, « c'est là que s'invente pour une grande part le monde de demain. Dynamisme social, créativité entrepreneuriale et vitalité culturelle caractérisent les trajectoires de ces hommes et femmes qui revivifient les sociétés dans lesquelles ils arrivent, sociétés qui bien souvent les considère à tort comme une menace pour leur bien-être matériel et leur identité nationale ».

Doug Saunders ne se livre pas à une étude théorique, sèche et désincarnée, mais au contraire, dans cet ouvrage très documenté et agréable à lire, il nous décrit des lieux très divers, et des itinéraires individuels, des tranches de vie.

Ces notes de lecture ne visent pas à restituer le foisonnement d'exemples et d'anecdotes (il faut lire le livre), mais seulement à retransmettre certains des enseignements, optimistes, que l'auteur tire de son périple.

L'exode rural a commencé en Occident il y a plus de deux siècles. Le dernier grand choc migratoire, qui a eu pour théâtre l'Europe et le Nouveau Monde entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle, a remodelé du tout au tout la pensée humaine, le gouvernement des Etats, la technologie et l'idée que nous nous faisons du bien commun. L'urbanisation de masse a provoqué la Révolution française, la révolution industrielle, et, dans leur sillage, tous les grands bouleversements sociaux et politiques des deux derniers siècles. L'histoire de cette période est principalement celle des déracinés, ces êtres privés de tout droit, qui essaient de manière soudaine et parfois violente d'obtenir droit de cité. Mais à l'époque, ce coup d'accélérateur de l'évolution humaine est passé totalement inaperçu. Si nous commettons la même erreur aujourd'hui et considérons la vaste migration en cours comme s'il s'agissait d'un phénomène négligeable, nous risquons de vivre des explosions et des déchirures autrement plus graves. La grande migration se manifeste dans la création d'un espace humain particulier : la ville-tremplin. C'est le lieu où se produira le prochain boom économique et culturel, ou alors la prochaine explosion de violence. Tout dépend de notre capacité de voir les choses à temps et de notre désir d'agir maintenant.

La première grande migration : l'ascension de l'Occident

La France, de loin le pays le plus peuplé et le plus avancé d'Europe au XVIII^e siècle, fut la première à connaître la première vraie ville tremplin. Il y avait à Paris en 1789 officiellement 524 000 habitants, mais cette année-là une famine meurtrière dans les campagnes avait fait grossir ce nombre à plus de 700 000, des dizaines de milliers de paysans, hommes et femmes, ayant envahi la ville pour y trouver du travail payé comptant. Jacques Necker, le ministre des finances de l'époque, a décrit dans ses mémoires un centre de Paris qui ressemble de manière frappante aux villes chinoises des débuts du XXI^e siècle.

Les foules parisiennes qui se formèrent le 14 juillet, s'emparèrent de la Bastille et saccagèrent l'Hôtel de ville étaient presque entièrement constituées du menu peuple habitant les faubourgs de la capitale, des gens qui avaient encore un pied au village. Ces migrants ruraux furent les tout premiers sans-culottes. Ce sont eux qui, en 1793, propulsèrent les jacobins au pouvoir et accentuèrent le mouvement révolutionnaire.

Cependant, si les arrivants des villages dynamisèrent la révolution, jamais on ne leur permit d'en bénéficier. La nuit du 4 août 1789, les Etats généraux devinrent la première instance européenne à abolir officiellement le

féodalisme, dans une série de décrets qui limitaient le pouvoir qu'avaient les nobles et le clergé de contrôler l'accès à la propriété rurale, brisaient les grandes propriétés foncières et, par un processus de parcellisation, conféraient aux paysans la propriété de leurs terres, en théorie du moins. Mais l'argent était rare dans les campagnes. Dans nombre de régions, le morcellement intergénérationnel de la terre fit naître de petites parcelles impropres à l'agriculture commerciale. En conséquence, les paysans s'endettèrent ou s'asservirent à des systèmes très proches du féodalisme. Dans la pratique, l'obsession ruraliste a pour ainsi dire fait en sorte que le prochain siècle deviendrait le théâtre d'une urbanisation sauvage, avec pour principaux acteurs une ville tremplin fébrile, négligée, et des campagnes appauvries.

Le pire, c'est que l'économie agricole de France est demeurée incapable d'alimenter convenablement la ville. Le pain était plus cher à Paris qu'à Londres. Les ouvriers consacraient entre 50 et 60 % de leurs gains à l'achat de pain (contre 35 à 40 % à Londres). Des famines de masse ont précédé la révolution de 1848 (qui fut presque entièrement un événement né de la ville tremplin) et la Commune de 1871 (dont le quartier tremplin de Montmartre fut l'épicentre). La France ayant préféré encourager le morcellement paysan plutôt que la réforme urbaine, les campagnes profitèrent d'une certaine stabilité, mais celle-ci fut très coûteuse pour l'équilibre économique et politique du pays.

Ailleurs en Europe (aux Pays-Bas, en Scandinavie, en Allemagne et surtout en Angleterre et au Pays de Galles), l'agriculture connaissait une série d'innovations : drainage, irrigation, engrais, nouvelles technologies – soc d'acier, semoir, batteuse-, élevage sélectif, rotation des cultures, production de denrée à haut rendement comme la pomme de terre, le navet et la betterave à sucre. Elle requérait beaucoup (parfois trois fois plus) de main d'œuvre à l'hectare. Elle était capable de soutenir une population croissante et de mettre ces pays à l'abri des pénuries et des famines. Cette agriculture productive nécessitait que les terres et les pâturages soient unifiées dans des propriétés suffisamment grandes et clôturées.

Mais la mort subite de l'agriculture de subsistance chassa des campagnes des dizaines de millions de personnes qui allèrent chercher du travail dans les villes, dans leur propre pays ou de l'autre côté de l'Atlantique (ce fut particulièrement horrible en Irlande, qui perdit ainsi le quart de sa population). Pendant la première moitié du XIX^e siècle, l'arrivée massive de familles rurales eut pour effet d'abaisser les salaires urbains à des niveaux inhumains, avec comme corollaires des logements insalubres et de grandes épidémies.

Les gouvernements, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, se posent aujourd'hui la question : vaut-il mieux faire en sorte, comme autrefois en France, que les paysans conservent le droit de rester sur leurs fermes de subsistance ? Ou, comme en Angleterre, opérer une transition brutale vers l'agriculture commerciale et l'urbanisation ?

Dans la première moitié du XIX^e siècle, en France, le fossé culturel et économique entre paysans et citadins ne cessait de se creuser, tandis qu'en Angleterre, la tendance était à la convergence.

A la fin de la grande migration européenne en 1914, le revenu moyen britannique - englobant les travailleurs des bidonvilles des quartiers tremplin - représentait entre 15 et 25 % de plus que celui de la France, alors même que la population britannique augmentait à un rythme deux ou trois fois plus rapide.

La nature de la vie rurale a pesé lourdement sur l'évolution politique de la ville tremplin. Si les résidents s'y entassaient seulement lorsqu'ils avaient été chassés par quelque pénurie alimentaire soudaine, alors ils subissaient aussitôt le choc du prix des denrées et du chômage urbain résultant de telles crises, et, dans de tels cas, ils agissaient. Karl Marx s'est trompé sur le caractère de cette action. Pour expliquer pourquoi les insurrections de 1948 n'avaient pas engendré la révolution socialiste qu'il avait prédite, il en fait porter la faute aux paysans et résidents d'origine rurale, qu'il qualifie de sous-prolétariat, dépourvu de conscience de classe. Il n'avait pas compris que c'était l'arrivant du village, et non l'ouvrier natif de la ville, qui était devenu la force motrice de la société.

L'année 1948 marque un point de rupture important. Après la vague de révolutions et d'insurrections qui cette année-là menacèrent sérieusement la viabilité de l'Etat et l'ordre économique européen, l'enclave refuge des migrants se mit, pour la première fois dans l'histoire, à préoccuper les autorités. Les réformes furent lentes à venir, et elles étaient souvent inefficaces, mais elles commencèrent bel et bien à donner espoir aux pauvres. En 1848, fut votée la première loi anglaise sur la santé publique, le travail des enfants fut interdit, et l'idée du premier vrai chantier de logements sociaux naquit. Avant 1948, la ville tremplin était un lieu de misère ; dans la seconde moitié du siècle, avec les investissements gouvernementaux et l'attention de l'extérieur, c'est devenu un formidable moteur de progrès et de croissance.

Pour qui recherchait la mobilité sociale assurée, il fallait traverser l'Atlantique. Tout au long du XIX^e siècle, l'Amérique du Nord présenta des taux sidérants de mobilité ascendante. La plupart des migrants s'installaient dans les villes.

Le trait le plus marquant de leurs implantations irrégulières (à Toronto, Chicago, Milwaukee, Detroit, Los Angeles, ...), hormis leur forme spontanée et leur apparence hétéroclite, était que tous les résidents possédaient la terre sur laquelle s'élevaient leur taudis. Même si la terre avait souvent été lotie sans approbation officielle par des spéculateurs qui avaient acquis des terres agricoles ou des forêts pour en vendre des parcelles à 200 \$

pièce, les gouvernements et les banques reconnaissent habituellement la validité des titres fonciers. La propriété foncière pave la voie à la stabilité sociale et souvent à la vitalité de la classe moyenne, à condition que les gouvernements soient disposés à faire leur part.

La migration en cours

Les pays riches d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australasie ainsi que le Japon, dont les populations étaient essentiellement paysannes jusqu'à la fin du XIX^e siècle, sont aujourd'hui urbanisées dans une proportion se situant entre 72 % et 90 % ; dans la plupart de ces pays, moins de 5 % est employé dans le domaine de l'agriculture. **D'ici 2050, les villes du monde absorberont encore plus de trois milliards de personnes.** Chaque année, plus de 5 millions de personnes quittent un monde en développement surtout rural pour l'Occident urbanisé.

Les déplacements de populations vers les villes s'opèrent dans un mouvement d'oscillation, étalé sur des décennies, englobant des personnes et des groupes de villageois, ceux-ci avançant ou reculant selon les caprices de l'agriculture, de l'économie, du climat ou de la politique. Quand l'économie urbaine va mal, de grandes masses de travailleurs établis en ville rentrent dans leurs campagnes ; mais une partie, ceux qui se sont intégrés, les plus ambitieux ou les plus compétents, restent en ville, tout en restant reliés au village. Beaucoup des emplois occupés par ces villageois participent de « l'économie informelle » : petits commerces sans permis ou vente dans la rue, services, notamment le travail domestique ou le transport, ou boulot temporaire dans le bâtiment ou les usines artisanales. Cette économie représente le quart de tous les emplois dans les pays postcommunistes, le tiers en Afrique du Nord, la moitié en Amérique latine, 70 % en Inde et plus de 90 % dans les pays les plus pauvres d'Afrique.

Le premier service à arriver dans les villes tremplin, au Bangladesh ou au Brésil, c'est la télévision, précédant de loin l'eau courante, la poste et les égouts (l'électricité est piratée à même les lignes à haute tension publiques).

La ville permet d'échapper aux restrictions vestimentaires, à la pratique religieuse et aux coutumes tribales du village (Doug Saunders donne l'exemple au Kenya d'une veuve qui, si elle était restée au village, aurait été obligée d'épouser le frère de son mari décédé).

Heurs et malheurs de villes tremplins

Liu Gong Li (Chine)

En 1995, dans le village de Liu Gong Li de 70 habitants, à quelques kilomètres de la ville de Chongking, en Chine, la communauté paysanne, qui vivait, a décidé que toutes les terres aux alentours seraient déclarées non arables, et donc constructibles. Le village a alors cessé d'être un village et est devenu une destination pour les villageois d'ailleurs. Moins de douze ans plus tard, il a fusionné avec les villages avoisinants pour devenir une agglomération de 120 000 habitants. Avec plus de 200 000 habitants qui s'ajoutent à sa population chaque année et les 4 millions de migrants clandestins dans ses murs, Chongking, qui compte 10 millions d'habitants, pourrait bien être la ville connaissant la plus forte croissance dans le monde.

Aux yeux du nouveau venu, Li Gong Li n'est qu'un bidonville fétide. Il y a des immondices partout. Nulle part la moindre trace de verdure. Mais derrière chaque fenêtre, une activité fébrile. Wang Jian, 39 ans, s'y est installé il y a quatre ans, venant d'un village à 80 km de là. Il fabrique des baignoires en bois traditionnelles et a fait venir sa famille. Ils sont plus étroitement logés encore que dans la hutte qu'ils occupaient dans leur village. Mais pas question pour eux de repartir : ce réduit, en dépit de sa saleté, offre une vie meilleure. Ils envoient le tiers de leurs gains au village, assurant ainsi la subsistance de leurs parents à la retraite.

Dans chaque cube de béton brut, c'est le même scénario : établissement, lutte, soutien, économies, planification, calculs. Tous les habitants de Liu Gong Li sont arrivés d'un village. Quiconque parvient à rester ici plus de quelques mois s'installe pour longtemps, en dépit de la saleté, de la promiscuité et de la dureté de la vie, même si les enfants sont souvent laissés derrière chez des membres de la famille au village, parce que tous ont décidé que la vie est meilleure ici.

Liu Gong Li est un lieu de transition, une ville tremplin. Presque toutes ses activités importantes, au-delà de la simple survie, ont pour objet d'installer des villageois ainsi que des villages entiers dans la sphère urbaine, au cœur de la vie sociale et économique, qui offre la scolarisation, l'acculturation et le sentiment d'appartenance, menant ainsi à une prospérité durable. Elle nourrit un lien durable et intense avec ses villages d'origine, ce qui pave la voie à la prochaine vague de migration, et elle profite aussi des raccords importants et profonds avec la ville établie.

Le « village » demeure la propriété collective de ses résidents originels, et il reste, juridiquement, un village. Ce qui signifie qu'aucun des centaines de logements n'appartient à ses propriétaires, même si nombre d'entre eux ont acheté leur titre de propriété à la collectivité et achètent et revendent leurs maisons moyennant profit. Les autorités municipales pourraient, du jour au lendemain, faire raser tout le district et en chasser les 120 000 résidents, ou les installer dans des tours d'habitation propres et en règle à côté d'usines textiles ; mais cela

n'arrivera pas de sitôt, car le service du logement social n'a pas les moyens de suivre l'expansion démographique.

Banglatown, Londres (Grande Bretagne)

La famille de Yousef, au Bangladesh, a économisé dix ans pour l'envoyer, à 17 ans, dans les années 1960, à Londres. Il a d'abord dû se contenter d'un emploi de domestique dans une famille pakistanaise, où les conditions de travail tenaient de l'esclavage. Après presque dix ans, il est parvenu à quitter son emploi et ouvrir un petit restaurant de plats au curry, une *curry house*. Après avoir vécu dix ans dans une misérable tour HLM d'East London, la famille a pu acquérir une petite maison dans le « Banglatown » de Londres. Les trois filles sont aujourd'hui diplômées de l'Université, et ont des emplois stables. Toutes trois sont de ferventes musulmanes. Leur foulard est la norme à East London, mais un sujet de ridicule au Bangladesh, où la pratique souple de l'islam permet aux femmes d'aller tête nue. L'adoption de la pratique islamique est une tendance propre à la deuxième génération, un exemple de la culture de transition hybride commune à toutes les villes tremplins, un symbole qui offre à tous ces enfants déracinés une source de sécurité et d'identité quand ils s'insèrent dans la société dominante.

Presque un demi million de Bangladais et leurs enfants nés en sol britannique vivent aujourd'hui en Grande Bretagne. Le Bangladesh reçoit chaque année 11 milliards de dollars en transfert de fonds des migrants et de leurs descendants qui vivent à l'étranger, somme qui équivaut à toutes les recettes d'exportation du pays et qui est de loin supérieure et plus efficace que toute l'aide étrangère qui y aboutit chaque année.

Santa Marta (Rio de Janeiro, Brésil). Santa Marta était un quartier tremplin fonctionnel, gouvernée par un conseil de quartier efficace, qui a fait installer l'électricité, l'eau courante et un réseau d'égout dans les années 1980. Puis l'économie du Brésil frôlant la faillite et l'Etat brésilien s'étant délité, la *favela* s'est trouvée coupée de la ville, et soumise au pouvoir de gangs de narco-trafiquants.

Fin 2008, des centaines de gendarmes ont investi la *favela*. Le président Lula a fait ouvrir un funiculaire pour assurer le transport jusqu'en haut de la favela, une crèche, un collège, un commissariat de police. Et, plus important encore, il a fait remettre aux habitants un certificat de naissance et une adresse officielle.

Los Angeles (Etats-Unis). Chaque décennie, Los Angeles se défait du tiers de sa population (qui part vers des quartiers plus prospères), et absorbe de nouvelles vagues de villageois, se renouvelant ainsi de fond en comble à chaque génération. La municipalité a assoupli le règlement de zonage et de constitution des entreprises, de sorte qu'il est plus facile et moins cher de se lancer en affaires. Les quartiers tremplins gagnent en influence, au point que le maire est issu de l'immigration latino (de même, l'ex-président Lula au Brésil, et le Premier ministre turc Erdogan sont des leaders issus de villes tremplin).

Istanbul (Turquie). Istanbul est passée d'un million d'habitants en 1950 à 14 millions aujourd'hui. Doug Saunders raconte l'histoire de Harem, terrain désolé aux confins de la ville, qui fut bâtie de brique et de broc à partir des années 1950 par des paysans quittant l'Anatolie (les « *gecekondu* » - arrivés de nuit -), et longtemps dominée par une mafia censée s'opposer aux démolitions organisées par les autorités, puis organisée par des « comités du peuple ». En 1983, le nouveau dirigeant Turgut Özal fit voter une loi d'amnistie pour les squatters des *gecekondu*. Cette loi leur accordait la propriété en règle de leurs maisons de fortune et des titres fonciers sur les terrains sur lesquels elles étaient bâties. Du fait de cette seule mesure, les maisons des *gecekondu* se muèrent de menace pour l'Etat en un instrument d'aide sociale : l'arrivée constante de paysans anatoliens garantissait l'appréciation immobilière.

Mais pour les nouveaux arrivants, dans les années 1990 et après, l'accès à la propriété devint impossible, d'un coût trop élevé. L'aide de l'Etat – bonnes écoles, réseaux de transport en commun, services sociaux – manquait cruellement (en 1994, l'économie était sinistrée). Un parti né des villes tremplin, le Parti du bien commun, fit élire à la mairie d'Istanbul Recep Tayyip Erdogan, né dans un quartier pauvre près du Bosphore. Le Parti du bien commun a, avec son « armée de femmes voilées », assumé le rôle qu'aurait dû jouer l'Etat, distribuant par exemple des repas gratuits les jours de grand froid. Le Parti du bien commun fut interdit en 1997 (et Erdogan incarcéré dix mois), puis il se scinda en deux en 2001: le Parti de la félicité (islamiste) et le Parti de la justice et du progrès, l'AKP, parti des *gecekondu*, qui, avec Erdogan, gouverne aujourd'hui la Turquie.

Shenzen (Chine). Située en face de Hong Kong, Shenzen est passée de 25 000 habitants en 1980 à 9 millions officiellement (plus vraisemblablement 14). C'est là qu'on fabrique les iPod et les chaussures Nike. Mais, même s'ils disposent du revenu par habitant le plus élevé du pays et de conditions de vie sans pareil, les ouvriers quittent la ville en masse depuis des années, se dirigeant vers les villes de l'intérieur plus proches de leur village d'origine. En effet, pour le simple travailleur d'usine, le rêve d'acheter un appartement est hors de portée. Il ne lui est pas possible non plus d'ouvrir un petit commerce ou un atelier, comme à Liu Gong Li. Shenzen ne joue donc plus le rôle de ville-tremplin.

Mumbai (Bombay, Inde). En 2005, Mumbai a déclaré la guerre aux bidonvilles. Plus de 67 000 maisons ont été détruites au bulldozer, les familles jetées à la rue ou dans les champs. En moins d'une année, les bidonvilles ont été reconstruits.

Kibera (Nairobi, Kenya). Il n'est pas possible d'ouvrir une petite entreprise, l'espace libre est contrôlé par des bandes de truands ou des mafias ethniques ; il y a très peu d'écoles et les droits de scolarité sont prohibitifs. Le terrain est municipal, et il n'y a pas d'espoir de posséder son logement.

Téhéran (Iran). En 1963, le shah a voulu « créer une société urbaine à 90 % », et de fait Téhéran est devenue en moins de dix ans la ville du monde où l'on comptait le plus grand nombre de migrants. Mais l'Etat n'a pas fait le moindre effort pour les transformer en citadins (envoyant même les bulldozers pour détruire les bidonvilles), et l'urbanisation a causé la chute du shah. A la veille de la révolution, 42 % des Téhéranais vivaient dans des logements « inadéquats », généralement des taudis d'une seule pièce. Rien ne laissait présager une révolution islamique.

Mais l'ayatollah Khomeini ayant su capter le mécontentement, en promettant à tous la propriété du sol, et la fourniture gratuite de l'eau et de l'électricité aux pauvres, accéda au pouvoir en 1979. La population de Téhéran doubla en quelques années. Le régime islamique fit bâtir des parcs colossaux d'immeubles à prix réduits, mais ceux-ci n'étaient accessibles qu'aux travailleurs employés à temps plein, ce qui excluait 60 % des ménages. Les taudis ont à nouveau proliféré, et le nouveau régime tenta à son tour de s'y opposer à coups de bulldozers. La situation est à nouveau explosive, avec une jeune génération qui s'oppose à la théocratie.

Petare (Caracas, Venezuela). De vastes sommes d'argent ont été englouties dans les enclaves tremplins de Caracas au cours de la première décennie de la révolution bolivarienne, et les habitants de ces lieux étaient heureux de recevoir tous ces aliments, ces soins de santé et cet argent. Mais il est vite devenu évident que les missions locales ne remplissaient pas leurs besoins les plus importants : l'accès à la propriété foncière, les débouchés commerciaux, une économie autonome et l'entrée dans la classe moyenne. A la fin de 2008, Petare est entré en rébellion.

Les Pyramides (Evry, France). En ces mois d'automne 2005, la ville tremplin européenne a révélé avec violence son existence à la face du monde. La France avait bouché l'avenir de toute une génération, bloquant l'entrée dans la ville et repoussant ces gens vers le village urbain. Leurs revendications ne sont pas ethniques, elles sont foncièrement sociales –égalité face à la police, à l'école, au logement, à la santé et surtout à l'emploi. La première génération de migrants s'en est tirée assez bien dans la première phase, gardant un pied au village et l'autre en ville, se contentant de petits boulots et alimentant leur village en envois de fonds. Mais on ne leur a pas permis de passer à la phase suivante : ouvrir un petit commerce, posséder un logement, se mêler à la communauté urbaine, et ils restent isolés. Leurs enfants, entièrement acculturés, se trouvent coincés, en partie pour cause de racisme.

Kreuzberg (Berlin, Allemagne). 49 % des Turques vivant en Allemagne disent avoir subi des violences physiques et sexuelles de la part de leur mari ; le quart d'entre elles n'avaient jamais vu leur mari avant le jour de leur mariage, et 17 % disaient qu'elles avaient été contraintes au mariage, pratique qui s'éteint rapidement en Turquie mais qui a été ravivée en Allemagne en réaction à la politique d'immigration (qui n'admet plus l'immigration qu'au titre du regroupement familial). Les Turcs de Berlin sont forcés d'entrer dans une caricature grotesque de leur pays natal, d'épouser des traditions qui n'ont presque plus cours en Turquie. Ce qui leur manque, c'est la citoyenneté, à la fois juridique et culturelle.

Quelques enseignements

Un peu partout (en Chine, dans le Chili de Pinochet, en Afrique du Sud sous l'apartheid, en Indonésie, au Sri Lanka, en Malaisie, au Vietnam, en Tanzanie, au Brésil, ...) ont été mises en place, en vain, des politiques visant à freiner la « sururbanisation » : elles n'ont réussi qu'à accentuer la misère et la corruption.

Dans de nombreuses cités de migrants du monde, au lieu d'offrir les outils qui favorisent la propriété, la scolarisation, la sécurité, la création d'entreprises et les liens avec l'économie dominante, ces quartiers sont trop souvent considérés comme des lieux de misère pour lesquels on imagine de faux palliatifs, comme l'accroissement des effectifs de travailleurs sociaux, les tours HLM et les plans de réaménagement urbain.

Abandonnée à elle-même et isolée politiquement, la ville tremplin se place sur la défensive. Au Brésil, cette résistance s'est incarnée dans les gangs de narcotrafiquants. A Mumbai, c'est le nationalisme hindou qui en a profité. Dans les banlieues des villes européennes, cela peut être l'intégrisme islamique...

En Occident, les tentatives visant à prévenir la formation de la ville tremplin ont en fait encouragé le conservatisme religieux, l'oppression sexuelle et la criminalité organisée.

Partout dans le monde, une bonne part de la réussite ou de l'échec de la ville tremplin tient à sa configuration : la disposition des rues et des habitations, les liens du transport en commun avec le cœur économique et culturel de la ville, l'accès direct de la rue à partir de la maison, la proximité des écoles, des centres de santé et des services sociaux, une densité suffisamment élevée de logements, la présence de parcs et d'espaces publics neutres, le droit d'ouvrir une boutique donnant sur la rue et d'agrandir son logement. Le marché immobilier est un des leviers les plus efficaces pour se sortir de la pauvreté. Comme les projets résidentiels publics des Etats-Unis ou les tours des banlieues françaises, le logement sans espace commercial peut emprisonner les locataires dans une dépendance permanente. La citoyenneté est aussi un facteur d'encouragement (85 % des résidents des quartiers tremplins ont la citoyenneté britannique, comparativement à 42 % des Turcs en Allemagne).

Les pays occidentaux éprouveront de graves pénuries de main d'œuvre au cours de ce siècle (à cause de la chute de la fécondité, qui entraîne un vieillissement de la population). C'est un problème coûteux que l'on règle facilement en autorisant la venue de nouveaux immigrants en âge de travailler, dont les impôts couvriront les dépenses accrues de l'Etat (sinon, on peut toujours augmenter les recettes fiscales, sabrer dans les services et hausser l'âge de la retraite...).